

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 09/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20230500

Code AIOT : 0010001769

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté 12, rue André Boulle 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 26/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- 12, rue André Boulle 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Non

La société AXEREAL exerce une activité de stockage de produits phytopharmaceutiques désignée par le terme PFD (Produits Finis Divers). Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 novembre 2004, modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires entre 2008 et 2014.

L'établissement relève du statut seveso seuil haut pour le stockage des produits phytopharmaceutiques et inflammables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La prévention des risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre de la rubrique 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Etat des stocks vulgarisé	Arrêté Ministériel du 04/10/2023, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
6	Vérification des équipements de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Disponibilité des ressources en eau d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2023, article Point 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rapport assureur	Arrêté Ministériel du 12/04/2017, article Point 1.2	/	Sans objet
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
9	Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2023, article Point 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de mettre en évidence plusieurs écarts réglementaires dont des manquements réglementaires liés à la prévention des risques accidentels. Ils concernent notamment le système fixe de lutte contre l'incendie à haut foisonnement et les installations électriques de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre de la rubrique 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité de l'installation et contenu du dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un dossier à jour au titre de la rubrique 1510 (entrepôts) de la nomenclature des installations classées. Ce dossier ne tient pas compte des évolutions réglementaires de calcul de volume des entrepôts.</p> <p>De plus, le nouveau régime de classement des halls d'entreposage de par leur volume total d'environ 58 450 m³, qui relève dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, n'a pas été porté à la connaissance de l'autorité préfectorale.</p>
<p>Observations : Les mesures effectuées au sein des 5 bâtiments d'entreposage, dénommés hall A, B, C, D et E montrent que le volume total moyen de ces 5 bâtiments s'élève à 58 450 m³ environ. L'établissement est autorisé à exploiter un entrepôt logistique, relevant du régime de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, composé des 5 halls précités d'un volume total de 49 191 m³.</p> <p>Depuis l'autorisation initiale d'exploitation des 4 premiers halls de l'établissement, relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, les modalités de calcul des volumes des entrepôts, nécessaires à la détermination de leur régime de classement, ont évolué. Ainsi, pour déterminer le volume d'un entrepôt, il convient, dorénavant, de prendre en compte la hauteur au faîtage de chaque bâtiment et de ne plus retenir la hauteur utile sous ferme. Cette nouvelle référence de hauteur remet en cause le régime de classement de l'établissement.</p> <p>Concernant le hall E, le volume déclaré en 2014 est cohérent avec les dernières évolutions réglementaires.</p> <p>Au regard de ces éléments, le volume total des différents halls de stockage, qui s'élève à environ 58 450 m³, relève du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>.../...</p>

Extrait de la nomenclature des installations classées :

1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	A A E DC
------	--	-----------------------

¹ : A : autorisation – E : enregistrement – DC : déclaration avec contrôle périodique

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Rapport assureur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation et contenu du dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: « Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport d'évaluation des risques d'incendie et de perte d'exploitation, établi par la société Groupama en date du 15/03/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. « Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »
Constats : Aucun écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des stocks vulgarisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2023, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks vulgarisé
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Etat des matières stockées-dispositions spécifiques » « Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks répondant aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Une attention particulière est attendue sur la prise en compte des dispositions de chaque paragraphe de cet article.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Au regard des documents présentés en inspection, l'exploitant ne procède pas à la vérification annuelle de l'ensemble des installations électriques de son établissement, au titre du code du travail.
Observations : Les documents suivants ont été présentés à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">• [1] : rapport DEKRA n° 121177232301R001 du 30/05/2023 consécutif à la vérification périodique annuelle du 21 au 24/04/2023 des installations électriques de la SCA AXEREAL à Blois. Le contenu de ce rapport fait 3 pages et mentionne 8 non-conformités sur les installations électriques basse tension dont 4 sont récurrentes. D'après ce document, la vérification concerne les installations électriques permanentes Basse Tension (BT) effectuée dans le cadre des articles R. 4226-16 et R. 4226-17 du code du travail.• [2] : Compte rendu Q18 DEKRA du 30/05/2023 consécutif à la vérification périodique du 21/04/2023 des installations électriques de la SCA AXEREAL à Blois.• [3] : Proposition commerciale du 16/06/2023 de la société INEO relatif à la réalisation d'actions curatives visant à traiter des non-conformités sur les installations électriques.
De l'examen des 3 documents présentés, il ressort : <ul style="list-style-type: none">• Document [1] :<ul style="list-style-type: none">◦ Au titre de l'article R4226-2 du code du travail, les installations électriques comprennent l'ensemble des matériels électriques mis en œuvre pour la production, la conversion, la distribution ou l'utilisation de l'énergie électrique, qu'elles soient TBT, BT, HTA ou HTB. Or le document de 3 pages présenté [1] ne contient pas l'ensemble des informations que doit contenir un rapport de vérification des installations électriques en application de l'article R. 4226-18 du code du travail et de son arrêté ministériel d'application (Arrêté ministériel du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants).• Document [2] :<ul style="list-style-type: none">◦ La mention d'une vérification complète des installations électriques de l'établissement et que ces dernières ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion alors qu'en page suivante il est indiqué l'absence de vérification (NV : non vérifié) de 3 critères de contrôle et un 4^{ème} mentionné sans objet (SO) sur la vérification des moyens de protection des transformateurs (HT/BT, BT/HT, HT/HT). Le référentiel APSAD D18, relatif à la procédure de vérification des installations électriques et à la délivrance du compte rendu de vérification Q18 précise notamment les points suivants :<ul style="list-style-type: none">▪ Dans le cas où la visite est partielle, les lieux non visités et les matériels non pris en compte seront indiqués dans le compte rendu de vérification. La mention NV signifie « non vérifié » et doit être motivé (vérification partielle, coupure non

autorisée).

A noter que l'établissement est équipé d'un transformateur haute tension / basse tension qui permet d'alimenter tout le site en électricité. Le Q18 présenté stipule que la coupure totale des installations électriques n'a pas été autorisée par l'exploitant.

Au regard de l'examen documentaire effectué, le certificat Q18 présenté ne permet pas de justifier de la vérification de l'ensemble des matériels électriques de l'établissement et de l'absence de risques d'incendie et d'explosion

Document [3] : Sur ce document, il est attendu un justificatif d'acceptation de commande par la société émettrice du devis signé par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 6 : Vérification des équipements de protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Constats : Les 2 rapports de contrôle de 2021 (vérification visuelle) et de 2022 (vérification complète) des installations de protection contre le risque foudre ne peuvent pas faire référence à une analyse du risque foudre postérieure à l'étude technique foudre. L'exploitant s'appuiera sur les observations émises en observations pour répondre à cet écart.
Observations : L'exploitant a présenté les documents suivants : [1] : Rapport SOCOTEC du 16/11/2021 consécutif à la vérification visuelle du 16/11/2021 des installations de protection contre la foudre ; [2] : Rapport SOCOTEC du 10/11/2022 consécutif à la vérification complète du 10/11/2022 des installations de protection contre la foudre ; De l'examen des 2 documents présentés, il ressort aucun constat de non-conformité pour la vérification visuelle et 2 non-conformité relevées pour la vérification complète. Ces 2 non-conformités sont relatives à la réparation de 2 compteur d'impact à effectuer. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de réparation des 2 compteurs d'impact foudre. Par ailleurs, ces 2 rapports font mention d'une analyse du risque foudre en date du 09/10/2014 et d'une étude technique foudre en date du 21/10/2013. Selon les dispositions de l'article 19 de l'AM du 04/10/2010 modifié, une étude technique doit être réalisée en fonction de l'analyse du risque foudre. Ce point n'est pas cohérent. Pour rappel, l'analyse du risque foudre doit être systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. La dernière étude de dangers de l'établissement date de 2018 et des modifications ont été apportées à l'établissement depuis 2013.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du système d'extinction automatique d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats : Les documents présentés par l'exploitant, concernant le système fixe de lutte contre l'incendie à haut foisonnement de l'établissement, ne permettent pas de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none">• de la qualité et l'efficacité de l'ensemble de l'installation par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique ;• de la vérification et l'entretien de l'ensemble des installations du système par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique ;• de la conformité et du bon état de fonctionnement des 2 systèmes de détection, incendie à commander le déclenchement du système d'extinction automatique en mode automatique avec un report au poste de surveillance. La conformité et la vérification du bon état de fonctionnement doivent être attestées par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique ;• du référentiel d'installation et de vérification de l'installation ;• de l'adaptation de l'installation aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage ;• ... <p>Par ailleurs, aucun moyen sur la cuve d'émulseur ne permet de s'assurer de sa pleine capacité et des dispositions doivent être prises pour s'assurer périodiquement de la pleine capacité des 4 réserves d'eau du système d'extinction mousse à haut foisonnement et du réservoir carburant du groupe moto-pompe.</p>
<p>Observations : Les halls A, B et C de stockage de produits inflammables de l'établissement sont équipées d'un système d'extinction mousse à haut foisonnement à déclenchement automatique et manuel.</p> <p>L'ensemble de ce système comprend* :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un local de production de mousse à haut foisonnement, destiné à alimenter les générateurs de mousse placés dans les halls A, B et C comprenant une réserve de 3000 litres d'émulseur (produit moussant), un groupe moto-pompe diesel, de 240 m³/h, 'un système de vannage assurant le mélange eau/émulseur, (venturi) et le départ du mélange vers les diffuseurs.• Une réserve en eau de 120 m³ , constituée de 4 cuves résines de 30 m³ , situées dans le hall C.• Des canalisations et des diffuseurs de mousse à l'intérieur des halls A , B et C. <p>L'extinction mousse* est associée à une centrale de détection qui lui est propre ; c'est la centrale de détection qui pilote toute l'installation. Cette centrale reçoit les informations de 2 circuits</p>

distincts de détecteurs (détecteur optique et thermique).

*:Éléments d'information issus de la dernière étude de dangers de septembre 2018.

Contrôle documentaire :

Afin de justifier du respect des dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- rapport Eurofeu consécutif à la vérification du 16/03/2023 du groupe moto-pompe => le rapport ne mentionne aucun écart ;
- procès verbal d'intervention du 12/05/2023 d'EUROFEU sur parc détection incendie, halls A , B et C => l'organisme de contrôle statue au bon état et au bon fonctionnement de l'ensemble du parc détection incendie des halls A, B et C ;
- un dossier comportant plusieurs documents tels des devis datés de 2009⁽¹⁾, un dossier technique, une procédure de prévention des risques, un rapport d'essai du 12/07/2000 de caractérisation émulseur/générateur de mousse haut foisonnement, une déclaration de conformité (directive machine 89/392/CEE) du 17/09/2002 du groupe moto-pompe ;...
 - ⁽¹⁾ : Devis de la société LSI (La Sécurité Incendie) datés de 2009 concernant notamment :
 - le passage à un émulseur à 3 % ;
 - une proposition d'une étude initiale du hall protégé à partir de la règle APSAD R12.
 - la fourniture et l'installation concernant l'extension de la protection en mousse haut foisonnement aux hall A et C.
 - la fourniture et la mise en place de 10 générateurs haut foisonnement dans le hall A.
 - la fourniture et la mise en place de 10 générateurs haut foisonnement dans le hall C.
 - etc
- La fiche de données de sécurité de l'émulseur anti-incendie datée 22/10/2021.

Après examen des documents, il s'avère que ceux-ci ne permettent pas de répondre aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 modifié.

Contrôle sur site :

Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a constaté la présence des différents éléments composant le système fixe de lutte contre l'incendie à haut foisonnement de l'établissement décrit dans son étude de dangers de 2018.

Un essai de démarrage du groupe moto-pompe a été réalisé. Cet essai s'est déroulé correctement.

Par ailleurs l'inspection des installations classées a constaté que le réservoir carburant d'alimentation du groupe moto-pompe était rempli au 3/4.

Concernant les 4 réservoirs d'eau du système , l'inspection des installations classées a constaté les niveaux de remplissage suivants :

- cuve 1 : 25 m³/30 m³
- cuve 2 : 30 m³/30 m³
- cuve 3 : 27, m³/30 m³
- cuve 4 : 25 m³/30 m³.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a procédé au remplissage de la pleine capacité des cuves 1 et 4.

Concernant la cuve de 3 000 l d'émulseur, celle-ci est équipée d'une jauge de niveau. Pour autant, la lecture du niveau d'émulseur est impossible à réaliser compte tenu d'un affichage illisible au niveau de la jauge. Selon les informations recueillies en inspection, le produit (ECOPOL BIOEX) utilisé en tant qu'émulseur a une garantie de 10 ans. Au regard de l'étiquette produit, celui-ci a été fabriqué en 10/2020. Selon les déclarations de l'exploitant, le produit contenu dans la cuve correspond à celui bénéficiant d'une garantie de 10 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Disponibilité des ressources en eau d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2023, article Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none">a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas des ressources nécessaires en eau d'extinction incendie.</p> <p>Pour répondre à cet écart, il est attendu que l'exploitant justifie :</p> <ul style="list-style-type: none">• du calcul de débit et de la quantité d'eau nécessaires conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), en tenant compte de la surface d'entrepôt la plus importante.• de la présence et de la capacité effective des moyens internes et le cas échéant externe à fournir la quantité et le débit* calculé. Le débit de chaque poteau délivre à minima un débit de 60 m³/h sous 1 bar. <p>* : débit simultané.</p>
<p>Observations : Selon l'étude de dangers de 2018, l'eau utilisée en cas d'accident pour l'extinction d'un incendie provient des 2 bornes incendie internes. Il n'y a pas de réserve d'eau sur le site excepté la réserve de 120 m³ destinée à alimenter l'installation d'extinction mousse.</p> <p>Selon les compléments apportés à l'étude de dangers de 2018 (document D9A non daté), les besoins en eau d'extinction incendie s'élèverait à 99 m³/h soit 210m³/ pendant 2 heures (surface de référence = 1 500 m²). Ce calcul ne prend pas en compte l'extension de capacité de stockage des halls D (2070 m²)et E (1950 m²).</p> <p>Le procès verbal d'intervention EUROFEU du 10/03/2023 sur parc poteau et bouche précise que les 2 poteaux incendie du site présentent les débits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• poteau n° 1 : débit de 60 m³/h sous 1,8 bars ;• poteau n° 2 : débit de 60 m³/h sous 1,8 bars.

Par ailleurs, la norme NFS 62-200 prévoit que chaque installation de poteaux incendie doit, sous une pression de 1 bar minimum, délivrer le débit minimum suivant :

- 60 m³/h pour un poteau d'incendie de DN 100,
- 120 m³/h pour un poteau d'incendie de DN 150.

Au regard de ces éléments, la quantité des ressources en eau d'extinction doit être recalculée et l'effectivité de la présence de ces ressources justifiée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2023, article Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Contrôle documentaire par sondage : L'inspection des installations classées a consulté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• Procès verbal d'intervention EUROFEU du 26/01/2023 sur parc portes coupe-feu => l'organisme de vérification statue sur le bon fonctionnement et la bonne intégrité de l'ensemble des portes coupe-feu vérifiées.• Procès verbal d'intervention EUROFEU du 03/02/2023 sur parc robinets incendie armés (R.I.A) => l'organisme de vérification statue sur le bon état et le bon fonctionnement des RIA vérifiés.• Procès verbal d'intervention EUROFEU du 10/03/2023 sur parc poteau et bouche => l'organisme statue au bon état et au bon fonctionnement des 2 poteaux incendie du site avec les mesures de débit suivant :<ul style="list-style-type: none">◦ poteau n° 1 : débit de 60 m³ sous 1,8 bars◦ poteau n° 2 : débit de 60 m³ sous 1,8 bars Contrôle sur site par sondage : Un test de fermeture des portes coupe feu n° 4, 5 et 6, situées entre les halls A et B, a été effectué. Ces tests se sont déroulés correctement. Sur ces portes coupe-feu, l'apposition d'une étiquette de contrôle a été constaté avec une date de vérification au 01/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet